

Guerre en Ukraine: les faiblesses de l'armée russe au grand jour

Isabelle Facon

▶ To cite this version:

Isabelle Facon. Guerre en Ukraine: les faiblesses de l'armée russe au grand jour. Les Études du CERI, 2023, Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2022, 266-267, pp.21-26. 10.25647/etudesduceri.266-267.03. hal-04088021

HAL Id: hal-04088021

https://hal.science/hal-04088021

Submitted on 4 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Guerre en Ukraine : les faiblesses de l'armée russe au grand jour par Isabelle Facon

La guerre que mène la Russie en Ukraine renvoie une image de son armée qui est aux antipodes de celle projetée par son intervention en Syrie. Les restructurations et l'effort de rééquipement qui ont suivi la guerre en Géorgie en 2008 semblaient avoir porté des fruits. Le président russe pouvait vanter le développement de systèmes signant le rattrapage, voire la supériorité technologique russe et relativisant la place excessive faite aux armes nucléaires dans la politique de défense pendant les années 1990 et 2000. Dans les sondages, la population désignait l'armée comme l'une des institutions dans lesquelles elle avait le plus confiance, devant le Président.

Mais en 2022, l'armée russe subit revers sur revers en Ukraine. Quand elle progresse, c'est lentement, et à Kiev, Kharkiv, Kherson, elle doit se replier face aux forces ennemies. S'il est difficile de quantifier avec précision ses pertes – humaines et matérielles –, nul ne peut en nier l'ampleur¹. Dans ce contexte, le pouvoir russe se sent à nouveau obligé de miser sur le « signalement nucléaire » pour tenter de peser sur les initiatives de l'Ukraine et, surtout, celles de l'OTAN, tout en en mesurant bien les limites. Les observateurs émettent des hypothèses sur les possibles conséquences de ces échecs pour la stabilité du régime – révolte des généraux, contestation d'acteurs susceptibles d'instrumentaliser la crise pour affermir leur influence politique (par exemple le groupe Wagner, société militaire privée dont les dirigeants sont liés au Kremlin)...

Comment expliquer le décalage entre les évaluations favorables que la communauté des experts faisait de l'armée russe à la veille de son « opération militaire spéciale » et son bilan après dix mois de guerre en Ukraine, marqué par des problèmes d'organisation, de logistique, de qualité du commandement, mais aussi d'éthique – les faits pointant un très grand nombre d'exactions et de comportements déviants par rapport aux normes du droit international humanitaire ?

Une stratégie profondément défaillante

Il est impossible de comprendre les échecs de l'armée russe sans poser d'emblée les graves déficiences de la stratégie qui a guidé l'intervention, déficiences dont beaucoup de problèmes ont découlé, à commencer par le sous-dimensionnement de la force engagée. L'expression « opération militaire spéciale » ne visait pas qu'à tranquilliser la population russe sur le fait qu'elle ne serait pas perturbée dans son quotidien par ce nouvel engagement militaire du pays. Elle correspondait bien à la manière dont les autorités russes l'ont conçu :

¹ 90 000 pertes « irréversibles » (tués, ou blessés qui ne pourront reprendre le combat) selon un ancien officier des services russes et un officier actif du FSB, le ministère de la Défense parlant, lui (en septembre), de 5 937 tués. Voir « Les pertes irréversibles de l'armée russe en Ukraine probablement supérieures à 90 000 hommes », istories.media, 12 octobre 2022, https://istories.media/news/2022/10/12/istochniki-vazhnikh-istorii-bezvozvratnie-poteri-rossiiskoi-armii-v-ukraine-mogut-sostavlyat-bolee-90-tisyach-chelovek/ (en russe).

rapide, avec un choc initial (frappes aériennes et de missiles) censé entraîner la reddition ou la fuite du gouvernement. Dans son allocution du 24 février, Vladimir Poutine s'était d'ailleurs adressé aux citoyens et aux militaires ukrainiens, les appelant à déposer les armes. Mésestimant le sentiment national ukrainien, les autorités russes ont apparemment supposé que leurs troupes, une fois Kiev sous contrôle, auraient à faire principalement de la stabilisation et du maintien de l'ordre. L'ampleur du soutien occidental n'avait pas non plus été anticipée, la rapidité de l'opération initiale devant produire, par un effet de sidération, une réponse relativement faible de l'OTAN et de l'UE².

Ces évaluations, rapidement démenties par le terrain, ont d'emblée entraîné d'inextricables problèmes, en particulier dans la logistique (traditionnellement un point faible de l'armée russe). L'impréparation de l'opération, du moins dans l'envergure qu'elle a prise, s'est avérée fatale notamment pour les troupes d'élite (troupes aéroportées, infanterie de marine, forces spéciales, pilotes) qui ont subi de lourdes pertes dans le premier mois de la guerre, privant l'armée d'une bonne part de ses meilleures troupes.

Ces erreurs sont imputables à bien des acteurs, à commencer par Vladimir Poutine luimême. Mais elles signalent sans doute aussi l'hubris de certains généraux qui, après les succès en Ukraine en 2014-2015 et en Syrie, n'ont pas reconnu à leur juste mesure les failles de l'appareil militaire national³. Ou n'ont pas eu le courage d'en informer le chef de l'Etat – ce qui n'aurait rien d'inédit dans un régime où le critère premier de promotion dans la haute hiérarchie militaire est la loyauté au pouvoir et le souci de lui complaire, quitte à enjoliver la réalité (selon le renseignement américain, Vladimir Poutine serait surpris des contre-performances de ses armées en Ukraine, voire n'en serait pas pleinement informé). A moins que les généraux eux-mêmes n'aient pas disposé de l'information complète sur l'état réel des forces, dans un système où l'on masque volontiers problèmes et contre-performances ?

La désorganisation qui s'est imposée aux forces russes une fois qu'il est apparu que le gouvernement ukrainien n'allait pas tomber, et que l'armée et la population ukrainiennes ne se soumettraient pas, a, au-delà d'une forme de culture de la violence toujours prégnante au sein du tissu militaire, probablement contribué à la brutalité des soldats, mal encadrés et initialement pas ou mal informés sur le sens de leur mission, et auxquels il avait été dit qu'ils allaient combattre le « nazisme » et en protéger les populations du Donbass.

² Vladimir Frolov, « Sourovikine, un couloir et des soldats de paix. Comment la Russie a modifié ses objectifs sur l'Ukraine », Carnegie Politika, 25 octobre 2022, https://carnegieendowment.org/politika/88241 (en russe).

³ Le chef de l'état-major général, Valeri Guerassimov, aurait poussé à l'intervention. Voir Mykhaylo Zabrodsky et al., « Preliminary lessons in conventional warfighting from Russia's invasion of Ukraine : February-July 2022 », RUSI Special Report, 30 novembre 2022, p. 8.

Les points noirs de la réforme de l'armée russe : incohérences et manque de moyens

La réforme de l'armée a débuté en 2008 après plus de quinze ans de sous-investissement dans la défense qui avait fait de l'armée un organisme démoralisé, déstructuré, aux équipements largement obsolètes et dont l'image dans la société était fortement dégradée. Si, au cours de la décennie 2010, l'effort au profit de la défense a été notable en termes de pourcentage du PIB, il est resté contraint par les capacités de l'économie russe. Par ailleurs, malgré le volontarisme affiché dans la lutte contre la corruption, l'institution militaire et l'industrie de défense en sont demeurées des bastions – argent détourné, inefficacité maquillée, etc.

Dans ce cadre, la rénovation des armées s'est faite à géométrie variable, avec de nombreux angles morts. Des éléments de cette réforme ont été dénoncés pour leurs effets délétères sur l'efficacité des forces en Ukraine, en particulier les coupes drastiques dans le corps des officiers ou la fermeture de nombreuses écoles militaires décidées par Anatoli Serdioukov, ministre de la Défense de 2007 à 2012, décrié pour ses logiques comptables et son indifférence à la chose militaire. Les changements de cap orchestrés par son successeur, Sergueï Choïgou, avec, par exemple, la recréation de divisions alors que Serdioukov avait fait de la brigade l'unité de base dans l'armée de terre, ont contribué à la désorganisation des forces.

Les experts occidentaux pointent un déficit de savoir-faire opérationnel et de grandes difficultés au niveau de l'intégration interarmes et du renseignement. L'opération russe en Ukraine aura aussi été l'occasion de constater l'insuffisance du progrès réalisé en matière de décentralisation du commandement et dans la constitution d'un corps robuste de sous-officiers et de cadres de contact, problèmes que l'institution militaire s'était pourtant promis de traiter à la fin des années 2000. Dans la guerre, les lacunes de l'encadrement de la troupe se sont fait cruellement sentir, limitant l'initiative et la recherche de solutions au niveau tactique. Le déficit au niveau du soutien de l'homme a également alimenté la démoralisation et l'indiscipline.

Une faiblesse chronique : la ressource humaine

On savait déjà que l'effectif officiel de plus d'un million de combattants n'était dans les faits pas atteint, des experts situant le nombre réel à un niveau entre 750 000 et 800 000, et celui de troupes prêtes au combat à moins de 200 000 hommes⁴. Les engagements récents de l'armée russe, en particulier l'intervention en Syrie, suggèrent que le ministère de la Défense russe était conscient de cette contrainte, puisqu'il a privilégié des déploiements limités, s'accommodant de l'appui des forces du groupe Wagner pour éviter des pertes dans ses rangs⁵. Dans ses précédentes guerres (Ukraine depuis 2014, Syrie), l'armée russe réformée n'a jamais connu de combats comparables, en intensité, à ceux menés en Ukraine. Sur ce

⁴ Pavel Luzin, « Russia's military manpower crunch will worsen », CEPA, 21 septembre 2022.

⁵ Niko Vorobyov, « Shrouded in secrecy for years, Russia's Wagner group opens up », aljazeera.com, 10 août 2022, https://lstu.fr/2V36XT7R

terrain, les autorités militaires ont dû compléter la force initialement engagée (150 à 200 000 hommes issus des forces régulières et de la Rosgvardiia, qui, créée en 2016 et directement subordonnée au Président, est plutôt conçue comme une force de sécurité intérieure) en essayant de convaincre un maximum de conscrits de signer un contrat, en recrutant des détenus, en faisant appel aux mercenaires de Wagner. La coordination de cette force hétérogène, à laquelle s'ajoutent des unités du FSB, des mercenaires étrangers et les « armées » des entités séparatistes du Donbass, a posé plus d'un problème dans les opérations en Ukraine.

Par ailleurs le système de recrutement mixte – soldats sur contrats/appelés (environ 250 000) – a montré ses limites. Si le nombre de *kontraktniki* dépasse depuis plusieurs années celui des appelés, il reste inférieur (405 000 en 2020) aux objectifs du ministère de la Défense (499 200 en 2019) – la question du coût (les contractuels sont relativement bien payés) jouant sans doute son rôle dans l'incapacité à réaliser l'objectif. Ce nombre est aussi insuffisant pour alimenter pleinement les groupes tactiques, censés être des fers de lance au sein de formations plus vastes. Leur nombre augmentant et celui des *kontraktniki* n'évoluant pas, les autorités militaires ont simplement décidé de réduire l'effectif nominal de ces groupes tactiques (et même ainsi, bien des groupes étaient, avant la guerre, en deçà de l'effectif officiel). Ces lacunes ont contribué au déficit de personnel d'infanterie ou de soutien logistique observé en Ukraine⁶. En tout cas, dans les premiers temps de la guerre, les *kontraktniki* ont payé le prix fort des erreurs stratégiques du Kremlin, d'autant que la préparation opérationnelle et l'entraînement de ces soldats professionnels sont apparus assez aléatoires, notamment au niveau tactique.

Autre contrainte dans l'engagement des forces : le contrat informel entre le pouvoir et la société russe par lequel le premier s'est engagé à ne plus déployer les appelés dans des opérations de combat, après les traumas des guerres en Afghanistan et en Tchétchénie. Vladimir Poutine sait probablement aussi que la mise en avant des valeurs militaires dans l'espace public orchestrée par le régime ces dernières années ne garantit pas l'adhésion de la population russe en cas de « vraie » guerre⁷. C'est l'une des raisons pour lesquelles il a attendu la fin de septembre 2022 pour décider d'une mobilisation partielle, qui bute, entre autres, sur les insuffisances de la réserve opérationnelle, autre enjeu négligé de la réforme. La réserve n'a pas fait l'objet d'un plan structuré, si bien que sa mobilisation a été chaotique – instructeurs et équipements individuels faisant défaut. Si cette impréparation évoque un déficit de moyens, elle résulte aussi de la conviction, avant-guerre, qu'un conflit de haute intensité n'était que peu probable. Pour mémoire, la réforme engagée en 2008 devait avant tout permettre aux forces russes de réagir à des crises et des conflits localisés dans la périphérie du pays. A mesure que les tensions se sont accrues avec l'OTAN, l'hypothèse d'un conflit majeur a certes été revalorisée dans le débat stratégique russe, mais ce risque devait être « contenu » par la dissuasion nucléaire et la « fortification » des zones de contact avec l'OTAN.

⁶ Michael Kofman, Rob Lee, « Not built for the purpose : The Russian military's ill-fated force design », *War on the Rocks*, 2 juin 2022.

⁷ Andrei Kolesnikov, « Les Russes veulent-ils la guerre ? La guerre et le terrorisme dans la perception des Russes de l'ère de la forteresse assiégée », Centre Carnegie de Moscou, 4 mai 2016, https://carnegieendowment.org/2016/05/04/ru-pub-63518 (en russe).

L'équipement : une évaluation complexe

L'armée russe conserve sa traditionnelle supériorité en artillerie et en puissance de feu. Au-delà, les images du terrain ukrainien sont loin de refléter la puissance de haute technologie tant mise en avant par Poutine, ses généraux et ses industriels. On a vu en Ukraine des chars souvent anciens mal protégés ; des communications russes inefficaces et/ou très transparentes ; des stocks de munitions de précision restreints... L'acquisition de drones iraniens ou l'appui bélarusse en munitions évoquent a priori une attrition des arsenaux russes.

Mais l'état de l'industrie de défense, dont le pouvoir a sollicité la mobilisation pour les besoins de la guerre, est difficile à cerner tant son histoire récente est faite d'échecs et de succès. Malgré les sanctions à son endroit depuis 2014, la Russie s'est maintenue au deuxième rang du classement des exportateurs d'armement, certes avec une réduction progressive des ventes. Il est difficile de distinguer ce qui cause, en Ukraine, les pertes de matériels et d'équipements de l'armée russe : mauvaise qualité, ou effet d'une stratégie vouée à l'échec et d'une utilisation impropre par des forces mal entraînées ? Si les sanctions ont rendu plus difficile la production de systèmes de précision, il est possible que la Russie conserve une partie de son stock pour faire face à tous les scénarios. De plus, il a été constaté, après 2014, qu'elle avait pu continuer à se procurer des composants frappés par les sanctions via des réseaux illicites, et à acquérir des moyens à usage dual auprès d'autres fournisseurs que les pays occidentaux, dont elle a peut-être formé des réserves. De plus, elle possède a priori assez de capacités de production et de ressources pour pouvoir continuer à fabriquer en nombre des systèmes moins sophistiqués mais destructeurs. Toutefois, en décembre 2022, les officiels américains avançaient que l'armée russe dépensait ses munitions plus rapidement que son industrie ne pouvait les remplacer.

* *

Fin 2022, April Haines, la directrice du renseignement américain, doutait que l'armée russe puisse reconstituer ses forces pour aborder efficacement des opérations plus massives en Ukraine au printemps. D'autres, pointant que le dispositif russe a su se réorganiser à plusieurs reprises depuis le début de la guerre, pensent qu'à défaut d'assurer la conquête de l'intégralité des territoires annexés en septembre, les forces nouvellement mobilisées, même mal entraînées, pourraient permettre à l'armée russe de tenir le front qu'elle s'applique à figer dans le Donbass et sur le couloir terrestre vers la Crimée. Et de faire durer la guerre, ce qui, dans les calculs du Kremlin, pourrait susciter un affaiblissement du soutien occidental à l'Ukraine. Quelle qu'en soit l'issue, la guerre entraînera probablement de nouveaux limogeages dans le haut commandement, qui essuie de dures critiques tant à propos des réformes passées que de la stratégie erratique qui a guidé les opérations. A terme, l'armée russe, dont la composante Terre a connu une sévère attrition, devra être reconstruite et les officiers de tous rangs perdus au combat ne seront pas aisément remplacés.

Sur le plan stratégique, les revers de son armée vont affecter l'aura internationale de la Russie, fortement étayée, ces dernières années, par la puissance militaire – engagements (Syrie, Kazakhstan), diplomatie de défense active, ventes d'armes... Ses alliés semblent douter encore plus qu'avant la guerre de la solidité de sa garantie de sécurité. Conjuguée aux sanctions, la publicité négative véhiculée dans le conflit par ses équipements et son industrie de défense risque d'accélérer le déclin de ses exportations d'armement. Ainsi, c'est sans doute pour sauver ce qui peut l'être de la réputation militaire du pays que Vladimir Poutine a, le 21 septembre 2022, justifié les difficultés de son armée par le fait d'avoir « toute la machine militaire de l'Occident collectif » contre elle...

Pour citer ce chapitre : Isabelle Facon, « Guerre en Ukraine : les faiblesses de l'armée russe au grand jour », *in* A. de Tinguy (dir.), *Regards sur l'Eurasie. L'année politique 2022/Les Etudes du CERI*, n° 266-267, février 2023 [en ligne : www.sciencespo.fr/ceri/fr/papier/etude].